

REPRESSIONS A NICE LORS DU G20 SOLIDARITE AVEC TROIS ESPAGNOLS EMPRISONNES :

Le mardi 1^{er} Novembre 2011, 3 jours avant la contre manifestation du sommet du G20. **Des compagnons espagnols X, A et M** (de Pamplona-Iruña, Madrid et Logroño) **ont été incarcérés dans la prison de Nice**. Le jugement en comparution immédiate du 2 novembre les a **condamnés à 1 mois de prison ferme et 3 mois de sursis assortis d'une interdiction de séjour dans la région des Alpes-Maritimes pour les 3 prochaines années ceci pour "possession et transport d'armes de sixième catégorie et tentative d'organisation d'actes violents contre les personnes"**. La pseudo justice, une fois de plus n'a pas peur de se ridiculiser. En fait d'armes, ils avaient dans leur voiture du **matériel d'escalade** (gants de travail, lunettes de protection, un piolet, deux crampons, deux bâtons pliables de randonnée et un couteau multifonction.) Il faut préciser que **l'un est membre de la Société de Montagne SHERPA Sous le N.I.F. G-26022061**, il est vrai qu'est considérée comme arme de sixième catégorie tout objet susceptible d'être utilisé comme arme à un moment donné.

Durant le procès, les juges ont surtout seulement cherché à savoir si les concernés appartenaient à un groupe de mouvement sociaux, comment ils avaient financés leur trajet et quel était le motif de leur venue à Nice.



Leur appartenance au mouvement syndicaliste et libertaire car adhérent au syndicat de la CNT-AIT espagnol à été déterminante pour leur condamnation. Ils ont donc été **accusés et traités injustement de « terroristes », mis au secret, durant plusieurs jours, nos compagnons n'ont pas eu le droit de contacter leur famille**. Certains médias prompts à la désinformation à outrance sont même parvenus à affirmer que nos compagnons portaient des pistolets (ABC, 20 Minutos,

Intereconomía), ce qui était **absolument faux !**

Nous sommes **profondément inquiets pour le respect du à leur personne, peu surpris par cette volonté de répression stupide, cette désinformation et manipulation bestiale, scandalisés face à ce que nous considérons comme une violation des droits fondamentaux, la multiplication de jugement politique visant à limiter et criminaliser les actions sociales contraires au système en vigueur**.

Nous nous devons d'être solidaires avec tous les opprimés « le peuple d'abord, pas la finance ! » tel était la devise des manifestants contre le G20.

NOUS EXIGEONS:

- **La libération immédiate de nos compagnons.**
- **l'établissement des responsabilités ayant abouti à la privation de droits fondamentaux, aux préjudices et dégâts psychologiques, aux graves dommages portés à leur image et à eux-mêmes.**

Nous restons impliqués et vigilants quant aux suites qui seront données à cette affaire.

CNT/AIT 18, rue Jean-Baptiste Carreau, 64 PAU

